RÉUNION DU 24 JUIN 2016

Le vingt-quatre juin deux mille seize, à vingt heures trente, les membres du Conseil Municipal d'HÉBÉCOURT, régulièrement convoqués le vingt juin deux mille seize, se sont réunis sous la présidence de Monsieur Dominique HESDIN, Maire.

Etaient présents : DUBREUCQ Marie-Claire ; ANDRIEU Francis ; THÉO Philippe ; CRÉPEAU Anne-Sophie ; BLIMOND Brigitte ; DHORNE Dominique ; Michel TATTEBAUT.

Absents excusés : LEFEVRE Matthieu (pouvoir à M-C. DUBREUCQ) ; VANDEN BOGAERDE Johann ; BOYENVAL Philippe (procuration à P. THEO) ; LEMPEREUR Christine (pouvoir à D. HESDIN) ; BRISSY Emmanuelle (pouvoir à A-S. CREPEAU) ; VAN DE MOORTELE Stéphane (pouvoir à F. ANDRIEU) ; MALOIGNE Laurent.

Secrétaire de séance : Dominique DHORNE

Compte rendu affiché le : 1^{er} juillet 2016

Avant l'ouverture de la séance, Monsieur le Maire demande l'autorisation au Conseil Municipal de rajouter les ordres du jour suivant :

- Demande de subvention au titre du DSIPL pour la mise en accessibilité et la signalétique de l'école, la mairie et la salle communale ;
- Amiens Métropole : création d'une centrale d'achat - adhésion à la convention constitutive.

Le Conseil Municipal donne son accord.

I - APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 31 MARS 2016.

☞ Compte rendu lu, approuvé et signé par tous les membres présents.

II - DELIBERATION DE PRINCIPE AUTORISANT LE RECRUTEMENT D'AGENTS CONTRACTUELS SUR DES EMPLOIS NON PERMANENTS POUR FAIRE FACE A UN BESOIN LIÉ A UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITE (EN APPLICATION DE L'ARTICLE 3 - 1° DE LA LOI N° 84-53 DU 26/01/1984).

Le Maire expose :

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3 - 1° ;

Considérant que les besoins du service peuvent justifier l'urgence de recrutement d'agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité ;

Sur le rapport du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- *D'autoriser Monsieur le Maire à recruter des agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dans les conditions fixées par l'article 3 - 1° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 précitée pour une période de 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois.*

Il sera chargé de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil. La rémunération sera limitée à l'indice terminal du grade de référence.

- *De prévoir à cette fin une enveloppe de crédits au budget.*

III - CREATION D'UN POSTE D'AGENT D'ENTRETIEN CONTRACTUEL A TEMPS NON COMPLET POUR 4H. HEBDOMADAIRES.

Le Maire expose :

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3-3-4° ;

Sur le rapport du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- La création à compter du 15 juillet 2016 d'un emploi permanent d'agent d'entretien dans le grade d'adjoint technique de 2^{ème} classe contractuel à temps non complet, à raison de 4 heures hebdomadaires.

Cet emploi sera occupé par un agent recruté par voie de contrat à durée déterminée pour une durée de un (1) an pour remplacer l'agent d'entretien titulaire qui a fait valoir ses droits à la retraite.

Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans. A l'issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l'agent sera reconduit pour une durée indéterminée.

- L'agent devra justifier de l'expérience professionnelle nécessaire sur des postes similaires et sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie C, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

IV - DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SOMME POUR LE REAMENAGEMENT DU SAS D'ENTREE DE LA SALLE COMMUNALE.

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le projet de réaménagement du SAS d'entrée de la salle communale pour un coût total de 10 160€ HT, soit 12 192.00€ TTC.

Ce projet a pour but de rendre accessible aux Personnes à Mobilité Réduite, la salle communale d'Hébécourt, conformément à l'Agenda d'Accessibilité Programmé (Ad'ap) déposé en préfecture en septembre 2015.

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal de l'éventuelle aide du département au titre du dispositif départemental transitoire d'accompagnement 2016.

Plan de financement prévisionnel :

Subvention départementale : 25% du montant HT soit 2 540€

Fonds propres communaux (dont TVA) : 9 652€

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, le Conseil Municipal approuve l'opération ci-dessus et donne tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour signer tous actes et documents visant notamment à solliciter auprès de Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Somme :

- l'attribution d'une subvention dans le cadre du dispositif départemental transitoire d'accompagnement 2016, permettant la réalisation de ces travaux importants pour les finances de la Commune ;

- l'autorisation de préfinancer ces travaux ;

- l'autorisation de commencer ces travaux dès que possible.

V - DM N°1.

Madame DUBREUCQ, adjointe au Maire chargée des finances communales, présente un réajustement des prévisions budgétaires ainsi que de nouvelles dépenses liées au vol des matériels d'entretien communaux dans l'atelier le 23 juin dernier.

Ouïes les explications de Mme DUBREUCQ, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide des mouvements de crédits suivants :

FR 7411 :..... + 600.00€

FR 74121 :..... + 67.00€

FR 748314 :..... + 5.00€

FR 778 :..... + 2 602.00€

Soit recettes fonctionnement :..... 3 274.00€

FD 61522 :..... + 1 222.00€

FD 61558 :..... + 1 380.00€

FD 6232 :..... + 672.00€

Soit dépenses fonctionnement :..... 3 274.00 €

ID 2112-op. 113 :- 10 000.00€

ID 2158-op.107 :+ 6 000.00€ pour Achat de matériels

ID 2157-op.124 :+ 2 000.00€ pour Défense incendie (Hermès)

ID 2135-op. 123 :+ 2 000.00€ pour Alarme atelier communal

VI - DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU DSIPL POUR LA MISE EN ACCESSIBILITE ET LA SIGNALETIQUE DE L'ECOLE, LA MAIRIE ET LA SALLE COMMUNALE.

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le projet de réaménagement pour mise en accessibilité, du sas d'entrée de la salle communale et d'installation de la signalétique adéquate dans les bâtiments communaux et au cimetière,

Pour un montant estimé à 10 658.80 € HT soit 12 790.56 € TTC correspondant aux devis présentés par l'entreprise Michel MAISSE de Senlis le Sec (9 366.00€ HT) et la société HandiNorme de Bondues (1 292.80€ HT).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le projet qui lui est présenté, sollicite l'aide de l'Etat au titre de la dotation de soutien à l'investissement public (DSIPL) - Enveloppe n°1 et arrête le plan de financement suivant :

<i>- Subvention DSIPL. : 50% soit</i>	<i>5 330€</i>
<i>- Part revenant au maître d'ouvrage (dont TVA)</i>	<i>7 460.56€</i>
<i>Fonds propres : 7 460.56 €</i>	

Pour extrait conforme, le Maire qui atteste le non-commencement de l'opération et s'engage à ne pas en commencer l'exécution avant que le dossier ne soit déclaré ou réputé complet.

VII - AMIENS METROPOLE : CREATION D'UNE CENTRALE D'ACHAT - ADHESION A LA CONVENTION CONSTITUTIVE.

L'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 modifie notamment l'article 9 des statuts d'Amiens métropole pour l'autoriser à constituer une centrale d'achat.

La présente délibération a pour objet de permettre l'adhésion de notre Commune à la centrale d'achat dont Amiens métropole serait gestionnaire et d'autoriser la signature de la convention constitutive.

C'est pourquoi,

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment son article 26 ;

Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 mars 2016 modifiant les statuts d'Amiens Métropole ;

Délibère

Art. 1 : La convention constitutive de la centrale d'achat AMCA est approuvée et le Maire est autorisé à la signer.

Art. 2 : La commission d'appel d'offres d'Amiens Métropole est compétente pour, selon les cas, attribuer ou émettre un avis sur les marchés, accords-cadres, avenants et d'une manière générale, sur les procédures lancées au titre de la centrale d'achat.

Art. 3 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

VIII - QUESTIONS DIVERSES.

1/ M. Francis ANDRIEU, adjoint au maire :

** demande aux conseillers municipaux de bien vouloir tailler leurs haies donnant sur le domaine public afin de ne pas créer de précédents.*

** signale que les jeunes jouant au football bourrent les deux poubelles de la salle communale de bouteilles d'eau vides. Il a été obligé de les récupérer lui-même avant le week-end. Il faudrait les sensibiliser et les inviter à utiliser les bennes prévues à cet effet.*

2/ Brigitte BLIMOND :

** demande pourquoi la table de pique-nique de la salle a été déplacée ? Elle avait été installée sur l'accès de sécurité des pompiers. Son emplacement est à présent définitif.*

*demande que soit précisé dans le contrat de location de la salle communale que le coût de l'électricité peut excéder le coût de la location car les locataires peuvent être très surpris de ce surcoût. Le contrat sera revu dans ce sens.

3/ Marie-Claire DUBREUCQ :

* La Mission Locale d'Information, Formation et Emploi (MLIFE) s'adresse à un public de 18 à 25 ans en recherche d'emploi. Des permanences peuvent être organisées à la demande de toute commune pour permettre aux jeunes de s'informer sur les différentes possibilités de formation et de l'emploi.

* ADUGA : Une procédure de modification du SCOT doit être mise en place pour permettre son interprétation dans le cadre de l'application du droit des sols (Loi ALUR).

4/ Philippe THEO :

* une réunion est prévue le 06 juillet à 19h30 entre les délégués des communes et les maires du SISCO pour revoir les statuts du syndicat.

* la secrétaire du SISCO va bientôt faire valoir ses droits à la retraite. M. THEO pose la question de mutualiser le secrétariat du SISCO et celui de Rumigny ...

* la fête de l'école aura lieu le samedi 25 juin dans l'après-midi. La fin de l'année scolaire est prévue le 05 juillet.

* l'effectif provisoire du syndicat est de 97 élèves pour la rentrée de septembre au lieu de 104 l'année précédente.

* la rentrée est prévue comme celle de l'année dernière au niveau des TAP.

5/ M. le Maire :

* Séminaire du 11 juin 2016 :

Trois sujets ont été abordés : la mutualisation, le pacte financier et fiscal et l'assainissement.

Sur le premier point, les élus ont continué à travailler afin d'établir un schéma de mutualisation qui permettra à l'Etat la prise en compte dans le calcul des dotations d'un coefficient de mutualisation.

Sur le deuxième point, il s'agissait de continuer à réfléchir à l'élaboration d'un pacte financier et fiscal qui comprend une phase de diagnostic pour les 33 communes métropolitaines et une analyse de la fiscalité avant d'arrêter les orientations.

Enfin, pour le troisième volet, il s'agissait de répondre à la demande formulée par plusieurs maires lors du séminaire 2015 :

Une étude a été présentée par les services métropolitains avec deux scénarios possibles :

1/ Assainissement collectif sur douze communes ce qui impacterait la tarification de l'assainissement de +15% par an sur 8 ans. L'investissement serait de 30.6M€.

2/ Assainissement semi collectif dans toutes les communes non équipées avec micro-stations. L'investissement se chiffre alors à 8,5M€ et l'impact sur le prix de l'assainissement ne serait que de 5% par an.

Un résumé de l'étude est distribué. Le zonage actuel est en non collectif.

Résultat du diagnostic : 40 % de non-conformité pour Hébécourt.

En conclusion :

- le niveau d'endettement élevé du service réduit fortement la capacité d'investissement, nécessitant une hausse tarifaire conséquente pour équilibrer les opérations ;

- le scénario 2 semble proposer une alternative technico-financière à affiner. N'ayant jamais été mise en œuvre sur notre territoire, son expérimentation sur une commune pourrait être envisagée à partir de 2018 ;

- une alternative est en cours d'analyse juridique pour envisager la participation financière de la communauté d'agglomération à la mise aux normes des installations individuelles.

*Congrès des maires de France :

M. le Maire s'est rendu à ce congrès et a participé à une réflexion sur l'avenir des communes. A l'issue des débats, il a pu constater que bon nombre d'élus mais aussi de français restaient très attachés au bloc communal. Des conclusions plutôt rassurantes.

L'après-midi, il a assisté à un atelier destiné à la modernisation de l'éclairage public dans le cadre de la transition énergétique : de nombreux outils existent notamment la LED qui peut permettre de faire baisser la consommation de 50 voire 70%.

Il est possible également de faire varier l'intensité lumineuse en fonction des heures creuses.

Il faudrait lancer un plan sur l'électrification de l'éclairage public.

Il s'agirait de l'effacement des réseaux de la rue de la Vallée et de la résidence Clément. L'éclairage du Pré Joli est également à remplacer.

Il indique qu'il va faire chiffrer tous ces travaux et le Conseil Municipal les planifiera sur plusieurs années en connaissance de cause.

*** Compteurs Linky :**

Le groupe de travail constitué au sein du Conseil Municipal s'est réuni une première fois afin de faire le point sur le sujet. Des interrogations et des craintes ont été recensées notamment quant à l'émission d'ondes et à la confidentialité des données collectées. Suite à la réunion organisée par ErDF à l'initiative de la FDE80, des précisions ont été apportées :

- la communication s'établit par la technologie CPL et le champ électrique en Volt serait bien inférieur à celui des appareils électroménagers utilisés dans les foyers ;
- le transfert des données est crypté et la collecte reste anonyme, seul le fournisseur d'énergie aurait accès à ses données ;
- l'installation du compteur Linky a reçu le feu vert de la CNIL, de l'ANFR et de l'OMS.
- son installation est programmée sur 2019 sur notre commune. D'ici-là, nous aurons pu recueillir des avis des utilisateurs et les craintes seront peut-être levées. Néanmoins, il faut rester vigilant.

*** Collecte du verre :**

Après discussion avec la personne chargée du dossier, 2 bennes à verres resteront sur le parking de la salle communale et une colonne sera installée au croisement de la RD1001 et le chemin de remembrement qui donne sur la rue d'Amiens.

* Les containers jaunes sont en cours de livraison. La collecte des bacs jaunes ne se fera plus que tous les 15 jours à partir d'août.

*** Travaux rue de Plachy :**

Des purges ont été réalisées, le coulis sera déposé sur une journée début juillet.

*** Puits du village :**

Francis ANDRIEU et les employés ont restauré le puits devant l'église.

M. le Maire remercie Francis qui a créé les ferronneries pour le sécuriser.

***Déplacement d'un candélabre :**

Depuis de nombreuses années, le garagiste du village demande que soit déplacé le candélabre posé devant le portail de son garage. M. le Maire, après maintes demandes à Amiens Métropole, lui a annoncé que celui-ci sera déplacé début juillet.

6/ Anne-Sophie CREPEAU :

* le 14 juillet, le Comité des Fêtes aimerait faire des frites. Les tables de ping-pong prennent beaucoup de place dans le local de la salle et ne sont plus utilisées.

La commune les vendrait-elle et achèterait-elle une friteuse à la place ?

M. le Maire espérait que les tables serviraient aux jeunes du village. La commission jeunesse pourrait organiser des rencontres. L'idée est à étudier.

* un concours de boules va être éventuellement mis en place le matin du 14 juillet (en fonction du nombre de participants).

7/ Dominique DHORNE :

* une modification du PLU a été votée le 31 mars 2016. Qu'en est-il ?

Mme LEFEVRE d'EspaceUrba a pris contact avec Monsieur le Maire. Une réunion va être prochainement programmée.

8/ Rencontre entre les élus et les habitants du Pré Joli :

Les élus présents et les habitants ont pu discuter et relever les éléments suivants à effectuer :

- des trottoirs sont à refaire allée du Cèdre ;
- les candélabres sont très vétustes ;
- le revêtement de la RD1001 hors agglomération est trop bruyant et perturbe la quiétude des habitants du Pré Joli soumis aux vents dominants ;

- Certains riverains se plaignent des nuisances occasionnées par les branches et feuilles des grands arbres de la résidence Hermès et soulignent un grand manque d'entretien de la part des propriétaires. M. le Maire leur indique qu'il ne s'agit pas de son ressort mais qu'il va rencontrer les propriétaires concernés pour leur rappeler leur devoir d'entretien ;
- un problème de stationnement est apparu sur un parking du Pré Joli. Il a été rapidement réglé par le traçage des emplacements ;
- il est de nouveau signalé la dangerosité de la rue de Rumigny. Amiens Métropole avait cherché une solution et proposée au Conseil Départemental qui l'a refusée. Les services d'Amiens Métropole ont relancé une nouvelle étude.

Séance levée à 22h40.

**COMPTE-RENDU LU ET
APPROUVÉ
PAR TOUS LES MEMBRES
PRÉSENTS.**

HESDIN Dominique	DUBREUCQ Marie-Claire	THÉO Philippe	ANDRIEU Francis	MALOIGNE Laurent
LEFEVRE Matthieu	CRÉPEAU Anne-Sophie	VANDEN BOGAERDE Johann	BLIMOND Brigitte	LEMPEREUR Christine
BRISSY Emmanuelle	BOYENVAL Philippe	VAN DE MOORTELE Stéphane	DHORNE Dominique	TATTEBAUT Michel